

# CONVENTION SUR LE FUTUR DE L'EUROPE

Session Plénière du 24-25/04/03

## L'APPARTENANCE À L'UNION

Intervention du Représentant Suppléant du Gouvernement Portugais  
Manuel Lobo Antunes

Nous avons présenté, dans le cadre de l'articulé inclu sous ce Titre, plusieurs propositions d'amendements. A présent, je souhaiterais me rapporter uniquement à deux d'entre elles:

1. La première concerne l'article 45 qui établit la suspension des droits d'appartenance à l'Union. Lors du débat sur l'article 2, nous avons considéré que l'expression "valeurs" devait être remplacée par "principes". En effet, il nous semble que "liberté", "démocratie", "Etat de Droit", ne sont pas tout simplement des "valeurs" mais plutôt de véritables principes légaux à force juridique obligatoire. Ils obligent les destinataires à un comportement précis. C'est pourquoi, la violation de cette obligation produit des effets juridiques concrets. Dans la situation précise, cela déterminera la suspension des droits d'appartenance à l'Union, le cas échéant. D'ailleurs, l'actuel Traité de l'Union Européenne, notamment l'article 7°, reprend de façon claire le terme "principes" et nous ne voyons pas de raisons particulières à changer de rédaction sur ce point.

D'un autre côté, nous aimerions maintenir la référence permettant au Conseil de consulter quelques personnalités indépendantes, lors de l'analyse du risque d'une violation grave des principes prévus dans l'article 2 par un quelconque Etat-membre. Cette possibilité a été établie dans le traité de Nice et constitue la translation sur le plan normatif d'une solution qui a fait ses preuves dans le passé. De notre point de vue, ces personnalités seront dans les meilleures conditions pour formuler un jugement de nature et conséquences essentiellement politiques. Ainsi, il ne suffit pas de dire que cette solution reste implicite dans le nouvel article, car ce qui est implicite est uniquement éventuel.

2. Quant à la clause du retrait volontaire d'un Etat membre de l'Union, cela nous pose quelques interrogations juridiques et politiques. Pour ce qui est des premières, les juridiques, personne ne met en cause le droit d'un Etat membre, en tant qu'entité souveraine, de se retirer, aujourd'hui ou dans le

futur, de l'Union. L'Union ayant pour base un traité international, un autre instrument juridique international existe aussi – la Convention de Vienne - qui règle cette situation. D'ailleurs, le texte de l'article 46 en question est basé en partie sur cet instrument. Ainsi, du point de vue juridique il ne nous semble pas que cet article apporte un quelconque avantage additionnel. Bien au contraire, il peut laisser entrevoir un certain degré d'incertitude ou doute juridique.

Sur le plan politique, nous estimons que l'Union peut en ressortir affaiblie. D'ailleurs ce n'est pas par un simple hasard des choses que les précédents traités ne prévoyaient pas l'inclusion d'un tel article. Si, à présent, nous décidons de le faire, ce sera la vocation d'intégration de l'Union, elle-même, qui sera remise en cause. Le compromis pour l'édification d'une Union chaque fois plus étroite, ne deviendra plus qu'une hypothèse, une simple possibilité. Comme s'il s'agissait de quelque chose à laquelle on pourrait appartenir aux bons moments et abandonner lors de temps plus durs. Ce sera surtout une perspective d'Union utilitaire et éventuellement soumise aux égoïsmes nationaux, qui va prévaloir. Ainsi, il nous semble que l'éventuelle introduction de cet article dans le nouveau traité devrait être spécialement pesée et cela de façon prudente.